

Unité départementale de la Côte-d'Or  
21 Bld Voltaire  
CS 27912  
21035 DIJON

DIJON, le 23/10/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SALZGITTER Mannesmann Stainless Tubes**

ROUTE DE SEMUR  
BP 10  
21500 Montbard

Références : 2023-353  
Code AIOT : 0005401359

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/09/2023 dans l'établissement SALZGITTER Mannesmann Stainless Tubes implanté Route de Semur BP 10 21500 Montbard. L'inspection a été annoncée le 20/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SALZGITTER Mannesmann Stainless Tubes
- Route de Semur BP 10 21500 Montbard
- Code AIOT : 0005401359
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société SALZGITTER MANNESMANN STAINLESS TUBES FRANCE exploite sur la commune de Montbard (21), une usine de fabrication de tubes métalliques en acier inoxydable, sur un site créé en 1895. Elle emploie plus ou moins 300 personnes sur le site. L'installation jouxte celle de Framatome et de VALTI (anciennement VALLOUREC), historiquement ces 3 installations n'en faisaient qu'une.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suites de la dernière inspection
- eau/sécheresse
- déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Réduction des prélèvements/con sommations	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article Annexe 4	/	Sans objet
5	Modifications des installations	Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 1.5.1 et 1.5.2	/	Sans objet
12	Déchets	Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 5.1.7	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Exemption	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article Annexe 4	/	Sans objet
3	Registre	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article Annexe 4	/	Sans objet
4	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 1.2.1	/	Sans objet
6	Protection ressources en eau et milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 4.1	/	Sans objet
7	Protection ressources en eau et milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 4.2.2	/	Sans objet
8	Protection ressources en eau et milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 4.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents	Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article Art. 7.4.1	/	Sans objet
10	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 9.2.2	/	Sans objet
11	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 9.2.3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a connaissance des restrictions imposées par l'arrêté du 20/05/2022 du passage en alerte renforcé sécheresse. Il est engagé depuis 2018 dans une démarche de réduction de ses prélèvements, il les a en effet baissés d'environ 35 %, cependant c'est en dessous des 50 % demandé par l'arrêté préfectoral en vigueur. Il devra justifier comment il procède pour parvenir à respecter cet arrêté du 20/05/2022. Concernant le rejet des effluents aqueux l'exploitant doit être en mesure de décrire précisément par où transitent ses effluents, et de justifier les dépassements ponctuels des valeurs limites d'émission.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Exemption

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article Annexe 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les activités disposant d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse, ces dernières s'appliqueront. Sont exemptées les activités pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisés ont été réduits au minimum par les mesures et techniques disponibles les plus adaptées. Un document spécifique comportant les éléments justificatifs utiles (bilan des mesures temporaires mises en place, économies d'eau réalisées, ...) est mis à la disposition en cas de contrôle.
<b>Constats :</b> L'installation ne dispose pas d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse. Voir le point de contrôle suivant concernant le principe d'exemption sur la base de la démonstration de la réduction au minimum des besoins en eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Réduction des prélèvements/consommations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article Annexe 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements
<b>Prescription contrôlée :</b> Activités industrielles (dont ICPE), commerciales et artisanales dont la consommation d'eau est supérieure à 7000 m <sup>3</sup> par an : - réduction des prélèvements et/ou consommation de 50 % par rapport à la moyenne hebdomadaire.  Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées.
<b>Constats :</b> L'établissement a réduit ses prélèvements d'eau de 36% depuis 2018 (baisse de 40 % des prélèvements sur le réseau public AEP et baisse de 35% sur ses prélèvements dans le canal de Bourgogne qui représente 96% des prélèvements en eau). À compter du 16/09/2023, compte-tenu du passage en alerte renforcée sécheresse, l'établissement doit réduire ses prélèvements et/ou consommation d'eau de 50 % par rapport à la moyenne hebdomadaire. L'exploitant a fourni une note expliquant les actions réalisées depuis 2018 pour réduire sa consommation d'eau (passage en circuit fermé sur plusieurs équipements, et recyclage d'une partie des eaux en sortie de station Nalco, étanchéification du bassin de décantation) et les actions prévues (inspection et réparation de conduites). Cette note permettrait en partie de justifier d'une exemption aux mesures de réduction forfaitaires de l'Annexe 4 de l'arrêté préfectoral du 20/05/2022 <b>Demande de compléments : L'exploitant doit fournir sous 30 jours un planning de réalisation des actions prévues (pérennes ou ponctuelles) afin de justifier de la poursuite des économies d'eau engagées depuis 2018.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Registre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article Annexe 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements
<b>Prescription contrôlée :</b> Activités industrielles (dont ICPE), commerciales et artisanales dont la consommation d'eau est supérieure à 7000 m <sup>3</sup> par an : - registre quotidien pour tout prélèvement et/ou consommation supérieure à 100m <sup>3</sup> /j mis à disposition des services de contrôle.
<b>Constats :</b> La consommation d'eau est supérieure à 7000 m <sup>3</sup> par an, puisqu'elle est en moyenne de 55 000 m <sup>3</sup> /j soit en moyenne 165 m <sup>3</sup> /j : - l'exploitant tient un registre quotidien de ses prélèvements et consommations d'eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Nature des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nomenclature
<b>Prescription contrôlée :</b> classement des installations
<b>Constats :</b> La liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des ICPE jointe en annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 21/12/2006 n'est plus à jour. L'exploitant a transmis à l'inspection une mise à jour de la liste des rubriques dont il relève et le tableau des puissances installées sur son site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Modifications des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 1.5.1 et 1.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, PAC, Etudes de danger, POI
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 1.5.1 - Porter à connaissance Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec les éléments d'appréciation.  Article 1.5.2 - Mise à jour de l'étude de dangers L'étude des dangers est actualisée à l'occasion de toute modification importante soumise ou non à une procédure d'autorisation. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.  Constats 2022 : L'inspection a constaté que l'emplacement de la cuve de fioul, telle qu'elle est définie dans le dossier d'autorisation et dans l'étude de dangers, avait évolué.  NON conformité: La modification de l'emplacement de la cuve de fioul n'a pas été portée à la connaissance du Préfet et l'étude de danger n'a pas été actualisée en conséquence. Il est demandé à l'exploitant de remettre un porter à connaissance et de mettre à jour son étude de dangers (EDD) et son POI selon annexe V de l'AM modifié du 26/05/2014 suites aux modifications réalisées sur le site.
<b>Constats :</b> La modification de l'emplacement de la cuve de fioul a été portée à la connaissance du Préfet. <b>L'EDD est en cours de mise à jour, elle est réalisée à 90% et sera finalisée avant fin 2023.</b> La mise à jour du Plan Opérateur Interne (POI) sera également finalisée <b>avant fin décembre 2023.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Protection ressources en eau et milieux aquatiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements
<b>Prescription contrôlée :</b> limites prélèvements en eau : <ul style="list-style-type: none"><li>- réseau public : 10 000 m<sup>3</sup>/an</li><li>- canal de Bourgogne : 290 000 m<sup>3</sup>/an</li></ul>
<b>Constats :</b> Les limites maximums de volume prélevé indiqués dans l'arrêté préfectoral sont respectées puisque sur le réseau AEP l'exploitant prélève en moyenne 4 000 m <sup>3</sup> /an et 120 000 m <sup>3</sup> /an dans le canal de Bourgogne.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Protection ressources en eau et milieux aquatiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, collecte des effluents liquides
<b>Prescription contrôlée :</b> Le schéma de tous les réseaux est régulièrement mis à jour et tenus à la disposition de l'inspecteur. Le plan des réseaux doit faire apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>- origine et distribution de l'eau d'alimentation</li><li>- les dispositifs de protection de l'alimentation</li><li>- les secteurs collectés et réseaux associés</li><li>- les ouvrages de toute sorte (vannes, compteurs...)</li><li>- les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet</li></ul>
<b>Constats :</b> Le schéma de tous les réseaux à jour a été montré le jour de l'inspection. Il a été transmis à l'inspection et fait apparaître les stations de traitement internes, les déshuileurs, les différents points de rejet (eaux pluviales, eaux de purge de TAR, bac hypertrempe, joint d'eau, rond'eau, rejet général...). Celui-ci devra cependant être précisé : le plan montre notamment pour le réseau des eaux résiduaire, un certains nombres de départ ou d'arrivé « dans le vide ». Le réseau d'eaux résiduaires semble collecté avec les eaux de pluie (toiture) sans protection spécifique des eaux de l'atelier de préparation, du bac hyper trempe, de la presse CIBLAT. Idem vis-à-vis de l'atelier de décapage 1 qui semble permettre le rejet dans un collecteur commun et vers deux collecteurs dont les destinations ne sont pas définies. Le plan montre 9 séparateurs hydrocarbures, l'exploitant devra préciser s'ils sont tous en fonction (l'arrêté préfectoral en mentionne 6). Un plan précis levant les incertitudes ci-dessus décrites doit être transmis sous 30 jours.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 4.3.1 : identification des effluents</li> <li>- 4.3.2 : la dilution des effluents est interdite. Les rejets d'effluents dans la nappe d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.</li> <li>- 4.3.5 : localisation des points de rejet : effluents sortie station Dégremont + effluents sortie station NALCO + purges TAR, bac hypertrempe et joint d'eau four CSO + eaux issues déboueurs/déshuileurs rejettent dans le collecteur de la zone puis la Brenne.</li> <li>- 4.3.6.2 : aménagement des points de prélèvement de manière à être aisément accessible. Les systèmes permettant le prélèvement continu (pH, T°) sont proportionnels au débit sur une durée 24 h et disposent d'enregistrement du débit.</li> <li>- 4.3.9 : contrôler le respect des VLE au niveau des points de rejet :</li> <li>- 4.3.10 : il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents collectés ou susceptible de l'être.</li> <li>- 4.3.11 : VLE es eaux pluviales : 5 mg/l pour les hydrocarbures totaux, les 6 déboueurs-déshuileurs sont curés tous les 6 mois. L'ensemble des eaux est traitée sur l'un des 6 déboueurs-déshuileurs.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 4.3.1 : Les effluents listés et leurs modalités de rejet sont conformes à l'arrêté préfectoral</li> <li>- 4.3.2 : Pas d'anomalies constatées concernant la dilution des effluents, les eaux pluviales sont cependant rejetées dans le collecteur de la zone qui collecte également les eaux de purges et les eaux des stations internes pour être rejetées dans la Brenne. Actuellement l'exploitant surveille le point de rejet dans la Brenne, ce n'est pas prévu au niveau de l'arrêté préfectoral et ce sont des effluents qui peuvent être dilués par les eaux pluviales et plus largement avec les eaux provenant du milieu extérieur au sud de l'installation. Cependant les eaux de process sont traitées et les rejets sont surveillés à la sortie des stations internes Nalco et Degremont. La réglementation de ces 3 points de rejet fera l'objet d'une étude dans le cadre du travail RSDE en cours avec la DREAL.</li> <li>- 4.3.5 : localisation des points de rejet : effluents en sortie station Dégremont + effluents en sortie station NALCO + purges (TAR, bac hypertrempe et joint d'eau four CSO) + eaux pluviales issues déboueurs/déshuileurs rejettent dans le collecteur de la zone appelé rond'eau puis la Brenne.</li> <li>- 4.3.6.2 : les points de prélèvement (station Dégremont, station Nalco, rejet général) sont accessibles. Les systèmes permettant le prélèvement continu (pH, T°) sont proportionnels au débit sur une durée 24 h et disposent d'enregistrement du débit en continu.</li> <li>- 4.3.9 : VLE des eaux résiduaires des 2 points de rejet : <ul style="list-style-type: none"> <li>&gt; Non-conformité : <b>sortie station Dégremont : dépassement des VLE en concentration et en flux en juillet et août pour NO2 (valeur max x15 et x5) et Sulfates (x4 et x1,5). Dépassement en août des VLE en concentration pour Cr VI (132 µg/l au lieu de 100 µg/l max) et Ions Fluorures (22 mg/l au lieu de 15 mg/l max).</b></li> </ul> </li> </ul> <p>Concernant les nitrites et les sulfates l'exploitant a fourni l'étude d'impact de 2021 qui a étudié les effets de ces 2 substances sur le milieu et les VLE pourront être revues à la hausse dans le cadre du travail de révision des conditions d'autorisation (travail RSDE mentionné ci-dessus).</p> <p>Pour le chrome et les ions fluorures l'exploitant indique que ce sont des dépassements ponctuels et que le nécessaire a été fait à chaque reprise pour identifier la cause et traiter le problème.</p>



<p>&gt; problème de compatibilité milieu au niveau du rejet général pour les nitrites, Cu, Ni, Zn, Tributylétain cation. Ce rejet n'est pas réglementé dans l'AP, mais le sera dans le cadre du futur arrêté préfectoral complémentaire RSDE.</p> <p>- 4.3.10 : il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents collectés ou susceptible de l'être : <b>le plan fourni par l'exploitant ne permet pas d'affirmer le respect de ce point, celui-ci doit être plus explicite</b></p> <p>- 4.3.11 : Il y a en réalité 9 séparateurs hydrocarbures et pas 6. Les VLE des eaux pluviales sont respectées : 5 mg/l pour les hydrocarbures totaux, les débourbeurs-déshuileurs sont curés tous les 6 mois. L'ensemble des eaux pluviales des aires susceptibles d'entraîner une pollution est traité sur l'un des 9 débourbeurs-déshuileurs.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 9 : Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article Art. 74.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, manipulations dangereuses
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Prescription contrôlée en 2022 :  Les opérations comportant des manipulations dangereuses, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement, (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.</p> <p><b>Constats 2022 :</b> L'inspection a constaté que l'exploitant disposait de fiche de procédure pour la réalisation des opérations et les manipulations des acides, ainsi que des actions à réaliser en cas d'accident ou d'incident sur ses produits ; cependant il n'existe pas d'élément écrit pour les opérations liées au dépotage du fioul ou du chargement des huiles usagées. L'exploitant devait mettre en place une procédure écrite de déchargement du fioul, la tester et la valider pour fin février 2023.</p>
<p><b>Constats :</b>  La procédure a été réalisée, testée et validée par l'exploitant en mars 2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 10 : Autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 9.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de prélèvement d'eau du canal et du réseau AEP sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. ce dispositif est relevé toutes les semaines (et tous les jours en cas de vigilance renforcées sécheresse). Les résultats sont portés sur un registre.
<b>Constats :</b> Les installations de prélèvement d'eau du canal et du réseau AEP sont en effet munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé toutes les semaines et tous les jours depuis le passage en alerte renforcées sécheresse. Les résultats sont portés sur un registre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 11 : Autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 9.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux résiduaires
<b>Prescription contrôlée :</b> Fréquences de surveillance définies dans l'arrêté préfectoral à respecter.  Purges de TAR, bac hypertrempe, et joint d'eau fous CSO : surveillance trimestrielle
<b>Constats :</b> L'AP de 2006 indique une fréquence bi-mensuelle pour le Nickel et l'AP de 2012 indique une fréquence trimestrielle, le Ni est surveillé en bi-mensuel dans GIDAF. Le nouvel APC RSDE à venir reprendra une surveillance bi-mensuelle pour lever l'incohérence de l'AP de 2012.  Pas de surveillance dans GIDAF du rejet purge TAR, bac hypertrempe et joint d'eau (surveillance trimestrielle prévue, et ces eaux ne doivent pas être plus polluées en entrée qu'en sortie), cependant l'exploitant est en mesure de justifier de cette surveillance. pas de dépassement en 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 12 : Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 5.1.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets produits par l'établissement
<b>Prescription contrôlée :</b> Liste des principaux déchets générés par l'établissement et quantité maximales produite.
<b>Constats :</b> Non-conformité : la liste indiquée à l'article 5.1.7 de l'arrêté préfectoral n'est plus à jour et les quantités maximales indiquées non plus. La déclaration GEREP 2022 est différente de la déclaration du registre national RNDTS. <b>D'ici 30 jours à compter de la réception du rapport d'inspection l'exploitant devra justifier cet écart et mettre à jour le tableau de l'article 5.1.7 de l'arrêté préfectoral.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet